

Les Africaines dans la politique : femmes baoulé de Côte d'Ivoire,
N'dri Thérèse Assié-Lumumba, Paris, Editions l'Harmattan, 1996.

Fatou Sow *

Le pouvoir politique des femmes baoulé de Côte d'Ivoire est au centre du débat qu'entame l'ouvrage de N'dri Thérèse Assié-Lumumba, historienne ivoirienne qui enseigne à Africana Resarch Center de Cornell University (USA). Cette question est cruciale dans une Afrique en quête de solutions à ses crises multiples qui affectent la société globale, de la plus petite cellule qu'est la famille à l'Etat et ses institutions. Pour mener à bien son analyse, l'auteure s'est appuyée non seulement sur les sources orales et écrites de l'histoire ivoirienne, mais aussi sur la mémoire et la perception actuelles de ce que furent et sont devenus les pouvoirs des femmes dans la société baoulé. Ce faisant, l'auteure fait à la fois œuvre d'historienne et de psychosociologue. Cette référence constante au passé pour comprendre ce qui arrive aujourd'hui aux femmes a permis de reconstruire le processus et les mécanismes de leur marginalisation de la prise de décision dans leur société. Après une introduction qui donne un bref aperçu géographique et historique de la Côte d'Ivoire et expose la méthodologie de recherche, l'ouvrage se subdivise en trois parties, selon une logique certes historique dans la mesure où elle suit une certaine chronologie (précoloniale, coloniale et post-coloniale), mais compréhensive qui construit l'analyse.

La première partie, intitulée «La femme baoulé dans la société précoloniale», la situe dans le cadre d'une société dont les multiples migrations forgent l'histoire. Ces migrations sont cruciales car le mythe fondateur met une femme, Abla Pokou, à l'origine de la communauté baoulé avec le sacrifice de son fils unique pour la faire échapper de l'extermination. Les descriptions de la structure et le fonctionnement de la vie politique ont servi non seulement à situer le pouvoir politique mais aussi à situer la place des femmes dans ce pouvoir. Ici l'analyse du

* Coordonnatrice de l'Institut sur le Genre, Session 1996, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal.

statut des femmes fait d'abord tomber les préjugés péjoratifs du regard européen déformé par une vision eurocentrique de la femme sans pouvoir, puis le replace dans un contexte de complémentarité des rapports hommes/ femmes que confortent les discussions sur le mariage (consentement, liberté de mouvement des femmes) et la succession (droit à l'héritage). Cette complémentarité, toujours selon l'auteur se retrouve aussi en politique. Si les hommes sont les seuls à être intronisés, les femmes jouent en rôle important de conseil comme dirigeante (reine-mère) ou membre des différentes instances du pouvoir avec une autorité réelle.

La deuxième partie de l'ouvrage, consacrée au choc des deux mondes des premiers contacts à la fin de la pacification, montre comment les stratégies d'approche et de conquête françaises, malgré la résistance farouche des communautés africaines (frondeuses, indépendantes, guerrières), changent profondément la nature du pouvoir et du système politique : traités, impôts, droits de douane, productions agricoles et travaux forcés, pillage des ressources, campagnes militaires de répression dites de pacification bien qu'elles aient servi à instaurer la domination coloniale. Durant cette période, la participation à la résistance des femmes a été multiforme, comme l'ont également montré plusieurs autres auteurs (H. Diabaté). Il y eut à la fois les luttes armées conduites par les hommes et les résistances locales, actives ou passives d'insoumission, de marches de protestation, de participation aux luttes des organisations politiques (RDA, FEANF), de recours aux fétiches, dont les femmes ont été des actrices importantes.

La troisième et dernière partie s'articule sur le colonialisme européen, expression suprême du pouvoir des hommes. En effet, l'Administration coloniale réorganise les hiérarchies locales de l'autorité, à l'image de ses propres hiérarchies. Elle méprise les femmes qu'elle ne voit pas alors qu'elles sont présentes dans l'espace social, économique et politique. Elle mène des actions qui renforcent la domination masculine par le biais de multiples institutions : la réorganisation de la chefferie (plus docile), l'école (dont les femmes sont d'abord exclues, puis bien plus tard cantonnées à des secteurs féminins), le service (dont elles sont aussi exclues mais qui donne des grades), l'économie (transformée en économie de traite et d'exportation des grands produits tropicaux), l'Eglise (dont l'idéologie patriarcale renforce l'image de la soumission de la femme européenne à l'homme), etc. Tous ces facteurs ont contribué à

la marginalisation des femmes dans la société coloniale et post-coloniale d'influence française. En effet, les institutions réduisent les champs d'action des femmes en les confinant à la sphère familiale. Mais surtout à la masculinisation du pouvoir a répondu la marginalisation des femmes des instances de décision publiques et privées.

En conclusion, N'dri Assié-Lumumba insiste d'abord sur la restriction actuelle du concept de politique qui ne permet pas d'en comprendre les méandres et l'importance de tous ces aspects sur ce que l'on appelle aujourd'hui le pouvoir. Ensuite, dans une civilisation qui repose largement sur une participation active des individus des deux sexes dans toutes les instances du social, on voit comment l'aventure coloniale, à la fois politique et culturelle, gangrène le pouvoir et, cassant la complémentarité des rapports sociaux des sexes, institue le système patriarcal politique ivoirien actuel, courant dans toute l'Afrique contemporaine.

Le livre est intéressant et pertinent à plus d'un titre. Il propose une étude de la vie politique baoulé, de manière dynamique, portant sur les rôles sociaux des sexes dans ce processus, ce qui comble une grande lacune dans l'étude de l'histoire politique de la Côte d'Ivoire. Cette même lacune existe à l'échelle du continent. Par ce biais, il règle son compte à l'anthropologie historique occidentale qui nie le pouvoir des femmes, tout en constatant une certaine particularité de la culture africaine. Cette particularité, c'est la complémentarité des rôles sociaux des sexes que les différents itinéraires socio-historiques (esclavage, colonisation, décolonisation et indépendance) ont gravement détériorée. Tout l'ouvrage est bâti sur la nécessité de reconnaître la notion de complémentarité qui de la famille à l'organisation sociale et politique globale a contribué au partage du pouvoir et à la participation des femmes à la prise de décision. C'est la pression coloniale qui, à travers l'administration, l'école, le code de la famille et la religion, a contribué à sa marginalisation. Dans la culture européenne, les rapports sociaux entre sexes sont ontologiquement inégaux et circonscrits dans des espaces différents et conflictuels (public/privé), alors que dans la culture africaine, ces rapports se nouent dans une participation commune active des deux sexes à toutes les instances du social, sans cette division antagonique (public/privé). Les pouvoirs politiques de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique contemporaine prenant bénéfice des structures patriarcales léguées par la colonisation et les religions du Livre (Christianisme et

Islam) perpétuent la domination masculine. N'dri Assié-Lumumba invite les Africaines à revenir tirer des leçons et de l'énergie de leur propre histoire. «pour recentrer les femmes dans tous les domaines de la société», et conclut : «donner une chance aux filles africaines, femmes de demain, c'est donner une chance à l'Afrique».

Si l'on est séduit par la démarche de N'dri Assié-Lumumba, il reste qu'elle ne résout pas toutes les questions que se posent les féministes africaines. Car, au-delà du rejet de la vision occidentale de l'histoire sociale et politique africaine et du féminisme féroce à l'américaine, il est indispensable de procéder à une analyse réaliste et efficace de l'histoire des rôles sociaux des sexes, pour pouvoir y puiser une réelle inspiration. Les réponses que l'auteure donne à propos du mariage, de la polygamie ou de la succession ne permettent pas de rejeter le constat des inégalités entre sexes. A mon avis, la complémentarité n'est pas encore une question définitivement résolue, tant que l'on n'a pas élucidé comment s'effectue réellement le partage du pouvoir. Dans la société wolof précoloniale, les esclaves et les gens de caste participent également à l'élection du souverain. Peut-on pour autant parler de complémentarité de leur statut avec les autres ordres sociaux ? Si oui, quelle est la nature de cette complémentarité ? La réponse à ces questions est des plus difficiles.

S'il est légitime et indispensable de relire le passé de l'Afrique, comme les Occidentaux le font en permanence de leur propre passé, cette lecture se doit d'être critique, dans tous les sens du terme : construire, déconstruire, reconstruire l'histoire et la culture africaine. On peut y trouver des réponses et s'en inspirer, comme le fait N'dri Assié-Lumumba; on peut aussi trouver dans la culture contemporaine, faite de mille et un emprunts de soi-même et des autres, les manières de lever les contraintes qui pèsent sur les femmes et les hommes. Les multiples réflexions menées lors de la décennie des Nations Unies ont servi à mettre en exergue les points de vue de milliers d'horizons. La réflexion sur les Africaines dans la politique nous invite ardemment à nous y livrer.